

**DELIBERATION N° 2018-13**

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

**DU 30 JANVIER 2018**

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,  
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'Etat,  
Vu le Décret n°92-26 du 9 janvier 1992 portant statut particulier du corps des conservateurs des bibliothèques et du corps des conservateurs généraux des bibliothèques,  
Vu le décret n°98-40 du 13 janvier 1998 instituant une indemnité spéciale allouée aux conservateurs des bibliothèques,  
Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat, et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,  
Vu l'arrêté du 3 janvier 2011 fixant les taux annuels de l'indemnité spéciale allouée aux conservateurs des bibliothèques,  
Vu l'avis du Comité Technique d'Etablissement du 27 novembre 2017,  
Vu l'arrêté n°11-2018 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 30 janvier 2018,  
Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,  
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Jérôme PECH, Directeur des Ressources Humaines,

Considérant que l'Université Nice Sophia Antipolis bénéficie depuis le 1er janvier 2010 des responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines,

**Décide :**

Article 1er : Principe

L'établissement revalorise les indemnités spéciales allouées aux conservateurs des bibliothèques régis par le décret du 9 janvier 1992 susvisé pour tenir compte des travaux scientifiques de toute nature auxquels ils participent ainsi que des sujétions spéciales qui leur incombent, notamment en matière de gestion administrative et de direction d'établissements ou de service.

Trois niveaux de responsabilités sont définis :

- Les conservateurs responsables d'un pôle ou d'un département
- Les conservateurs responsables de bibliothèques et assimilés
- Les conservateurs sans responsabilité particulière

Article 2 : Les montants de l'indemnité spéciale

Les montants de l'indemnité spéciale sont les suivants :

- Les conservateurs responsables d'un pôle ou d'un département : 619€
- Les conservateurs responsables de bibliothèques et assimilés : 537€
- Les conservateurs sans responsabilité particulière : 455€

Dans l'éventualité où le montant de l'indemnité spéciale d'un conservateur se trouverait diminué du fait de l'application des nouveaux montants, une garantie indemnitaire individuelle, est attribuée mensuellement afin de maintenir le montant indemnitaire qu'il percevait avant la mise en place des nouveaux montants au 1er septembre 2017.

Article 3 : Modalités d'attributions de l'indemnité de sujétion spéciale

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée

effective du travail pour les agents à temps partiel ou exerçant sur un emploi à temps non complet.

L'indemnité spéciale est versée mensuellement.

Le versement de l'indemnité spéciale est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congé de maladie ordinaire, accident de service, maladie professionnelle, maternité, adoption, paternité. Toutefois, en cas de de congé de longue maladie ou de longue durée, le versement de l'indemnité spéciale est suspendu.

Article 4 : Mise en œuvre

Les mesures seront mises en œuvre au 1er septembre 2017.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 35

Quorum : 18

Présents et représentés : **27**

Fait à Nice, le 7 février 2018

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-13

TRANSMISE AU RECTEUR :

**13 FEV. 2018**

Pour le Président de l'Université  
Nice Sophia Antipolis et par délégation  
Le Vice-Président du Conseil d'Administration



**Marc DALLOZ**

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

*En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.*